



50^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme

Point 3 – Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les DH

Intervention du Luxembourg

27 juin 2022

Merci, Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration de l'Union européenne. Nous remercions le rapporteur spécial et son équipe pour leur rapport et tâcherons d'en suivre les recommandations.

Monsieur de Schutter,

Comme vous l'écrivez dans votre rapport, la protection sociale est un investissement dans la société dans son ensemble. Le non-recours à cette protection est un déni de droit, qui n'a pas seulement comme conséquence des souffrances humaines à très vaste échelle : comme vous le soulignez, le non-accès aux prestations de la sécurité sociale peut mener à la fracture sociale.

Le Luxembourg a mis en place un système de protection sociale qui a l'ambition de ne laisser personne de côté, surtout à travers un processus continu de simplification administrative. Nous en avons rendu compte au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en avril et le ferons nouveau devant le Comité des droits économiques, sociaux et culturels en octobre 2022. Nous sommes conscients en même temps de nos responsabilités au niveau international, dont nous nous acquittons notamment à travers une aide publique au développement qui dépasse 1% de notre revenu national brut.

Monsieur le Rapporteur spécial,

L'approche fondée sur les droits humains pour la protection sociale est une obligation en vertu du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels. Quelles sont vos recommandations pour confronter activement les discours néfastes qui stigmatisent les personnes en situation de pauvreté et insinuent que ce droit humain n'existe pas ?

Je vous remercie.